

et il fallait laisser Maximilien suivre en liberté ses inspirations, quelles qu'elles fussent.

Cependant Maximilien continuait à manifester le désir de s'entourer de conseillers et à demander leurs avis, avec l'intention bien arrêtée de ne les suivre qu'autant qu'ils seraient conformes à sa manière de voir. Il eut encore l'idée de réunir un certain nombre de personnages plus ou moins influents, et il fit prier le Maréchal de se rendre au palais impérial :

Mexico, 11 janvier 1867.

Monsieur le Maréchal,

S. M. l'Empereur, désirant entendre confidentiellement et amicalement l'opinion de V. E. et celle d'autres personnes dans une affaire de grave importance, m'ordonne de m'adresser à V. E., ainsi que j'ai l'honneur de le faire, et de la prier de vouloir bien se rendre au Palais du gouvernement le lundi 14 courant, à 2 heures de l'après-midi.

Recevez, etc.

THEODOSIO LARÈS.

Les termes de cette lettre laissaient entendre que l'Empereur désirait un entretien intime. Le Maréchal se rendit donc à la convocation ; mais quel fut son étonnement en trouvant réunies plus de trente personnes, ministres, généraux, évêques, conseillers d'État, parmi lesquelles l'Empereur brillait par son absence ! C'était là une singulière façon de causer « confidentiellement et amicalement ».

Le Commandant en chef, surpris et mécontent, songea d'abord à se retirer, mais il revint sur cette

première impression. Il avait apporté une déclaration écrite : il en donna lecture à ce conseil improvisé, puis se retira. Le lendemain, il en fit parvenir la copie à l'Empereur, avec une note dans laquelle il déclarait que ce mémoire était « la sincère expression de sa manière de voir ».

Ce document est trop important pour n'être pas reproduit ici in-extenso :

L'évacuation sans coup férir, par les garnisons mexicaines, des principales places fortifiées et suffisamment armées, à la simple démonstration d'un ennemi plus faible que ces mêmes garnisons, a fait disparaître le peu de confiance qui restait dans la protection militaire que l'Empire pouvait accorder aux populations. Aujourd'hui, elles sont généralement prononcées contre l'Empire ; chaque État a repris son rang dans la Fédération ; les élections sont venues valider la plupart des autorités fédérales établies de fait après le départ des employés impériaux : le régime fédéral est donc rétabli dans la plus grande partie du territoire.

A quoi servirait de faire des efforts militaires et de grandes dépenses pour reconquérir le terrain perdu ? A rien, car les populations sont, après l'expérience des deux dernières années, peu disposées en faveur du maintien de l'Empire. Il arriverait donc que les colonnes dirigées dans l'intérieur subissant petit à petit cette influence, se prononceraient, ou s'affaibliraient tellement par les garnisons que l'on serait obligé de laisser dans les grands centres, que l'ennemi, ainsi que nous le voyons à chaque instant, les tiendrait bloquées, et empêcherait toute communication avec le gouvernement central. Comme conséquences immédiates, le commerce paralysé, les travaux industriels et agricoles suspendus, un mécontentement profond dans les populations ; enfin un manque absolu de ressources pour maintenir les troupes dans le devoir.

L'organisation fédérale paraissant devoir mettre le pays à l'abri des tentatives hostiles des États-Unis, cette considération semble influencer l'esprit des populations, qui, avec raison, craignent que toute autre forme de gouvernement leur attire en conquérants leurs voisins du Nord.

1° Au point de vue militaire, je ne crois pas que les forces impériales puissent maintenir le pays dans un état de pacification assez complète pour que le gouvernement de l'Empereur puisse s'exercer dans toute sa plénitude : les opérations militaires ne seront que des combats partiels, qui entretiendront la guerre civile par les mesures arbitraires qu'elles entraîneront forcément avec elles.

2° Au point de vue financier, le pays, ne pouvant être régulièrement administré, ne fournira pas les moyens nécessaires au gouvernement impérial, et on sera toujours obligé d'avoir recours à des emprunts forcés, qui ne feront qu'accroître le mécontentement des populations.

3° Au point de vue politique, le pays paraît être aujourd'hui plutôt porté vers la fédération que vers l'Empire ; je doute qu'un appel au peuple soit favorable au régime actuel, et que peut-être même il n'obéirait pas à la convocation.

En résumé, je crois que Sa Majesté ne peut continuer à gouverner le pays dans des conditions normales et honorables pour sa souveraineté sans descendre au rang de chef de parti, et qu'il est préférable pour sa gloire et sa sauvegarde qu'elle fasse la remise du gouvernement à la Nation¹.

La lecture de ce document ne produisit naturelle-

1. « Je préparai à l'avance un exposé de la situation dans lequel j'exposais mon opinion personnelle, telles qu'ont dû la modifier les derniers événements militaires qui se sont précipités dans l'intérieur du pays, où toutes les places ont été abandonnées par les troupes impériales, et occupées par l'armée républicaine au fur et à mesure de notre mouvement d'évacuation. » (*Rapport politique du Commandant en chef* du 29 janvier 1867.)

ment aucun effet sur une assistance où chacun avait son opinion faite d'avance.

Le ministre des Finances et celui de la Guerre déclarèrent ensuite que les promesses faites à Orizaba seraient tenues, et ils allèrent jusqu'à affirmer que les hommes et l'argent dont on avait besoin étaient prêts, à savoir 25 000 hommes et 8 000 000 piastres, soit quarante millions de francs.

Quelques personnes, entre autres M^{sr} La Bastida, refusèrent de s'associer à cette politique ; mais la majorité fut favorable au maintien de l'Empire, avec, comme conséquence, la lutte à outrance.

Le parti clérical l'emportait définitivement. Marquez, investi du commandement à Mexico, ne tarda pas à donner des preuves de sa présence. Une contribution de 600 000 piastres fut décrétée, et, afin de briser toute résistance, on emprisonna les personnes désignées jusqu'à l'acquittement de leur quote-part ; on alla même jusqu'à forcer leur caisse pendant la nuit. La *leva* fonctionna avec une rigueur nouvelle, et l'on parvint, par ce moyen, à enrôler huit mille hommes, qu'on enferma du reste dans les casernes et les couvents.

Mexico conservait encore une garnison française, et le Maréchal y commandait. Des conflits étaient à craindre : ils ne tardèrent pas à éclater.

Le 15 janvier, Marquez faisait arrêter Pedro Garay, sous prétexte qu'il était l'agent des dissidents. La chose était possible, vraisemblable même, Pedro Garay étant un ancien ministre de Juarez ; mais il avait un

sauf-conduit de l'autorité française. Le général de Maussion, commandant la subdivision de Mexico, manda dans son cabinet le général Ugarte, directeur de la police, et lui déclara qu'il le maintiendrait en arrestation jusqu'à ce qu'on eût relâché Pedro Garay. Les procédés n'étaient corrects de part ni d'autre. On parla, et l'affaire finit moins mal qu'on eût pu craindre, par la mise en liberté simultanée du général Ugarte et de Pedro Garay.

Le 17 janvier, nouvel incident : le journal *La Patria* publie un article des plus violents contre l'armée française. Le Maréchal le signale au ministre de l'Intérieur, et demande qu'on punisse l'auteur de l'article ou le gérant du journal. Il ajoute qu'il a donné l'ordre d'emprisonner l'un ou l'autre, si on met la main dessus, et qu'en tout cas il vient de supprimer le journal.

Riposte du ministre, qui déclare que, la fin de l'intervention étant officiellement annoncée, l'armée française n'est qu'une armée amie accidentellement sur le territoire mexicain, mais qu'elle n'y a aucun droit, et il engage le Maréchal à transmettre ses réclamations par la voie diplomatique.

Le Maréchal n'admet pas une semblable prétention. Entre temps on a arrêté l'auteur de l'article. Ne voulant point toutefois pousser les choses trop loin, il le fait relâcher, mais maintient la suppression du journal.

C'étaient là de fâcheux symptômes : la situation était trop tendue pour n'aboutir pas à un éclat.

Sur ces entrefaites, M. Larès avait encore convoqué

le Maréchal, M. Dano et le général Castelnau à une conférence, pour traiter divers points en litige. M. Dano seul crut devoir s'y rendre; mais il fut obligé de se retirer bien vite devant les prétentions du président du Conseil.

M. Larès adressa alors au Maréchal (25 janvier) une lettre qui débutait par des insinuations nettement blessantes pour lui et pour l'armée qu'il commandait. Le Maréchal ne pouvait tolérer sans faiblesse un pareil langage. Aussi riposta-t-il immédiatement, mais c'est à l'Empereur lui-même qu'il écrivit :

Mexico, 28 janvier 1867.

Sire,

J'ai l'honneur d'adresser à V. M. copie de l'extrait d'une lettre que m'a fait parvenir, à la date du 25 de ce mois, M. le président du Conseil des ministres.

Il est écrit dans cette lettre :

« ... 1° Le Maréchal et le général Castelnau, par une communication du 7 novembre dernier, ont affirmé que, tant que les troupes françaises seraient au Mexique, elles protégeraient, comme elles ont protégé jusqu'ici, les autorités et les populations, l'ordre en un mot, dans les zones qu'elles occupaient, sans entreprendre toutefois d'expéditions lointaines; mais comme, dans l'attaque récente de Texcoco, le Maréchal n'a pas jugé convenable de fournir le moindre secours, le gouvernement désirerait savoir quelle sera l'attitude des troupes françaises dans la capitale si, avant leur départ, celle-ci venait à être assiégée par les dissidents ou si quelque acte d'agression était commis par l'ennemi. »

L'inconvenance de ce langage n'échappera pas à V. M., qui ne m'a jamais fait l'injure de supposer un seul instant

que la loyauté de l'armée française puisse être mise en suspicion.

En signalant à S. M. l'Empereur du Mexique les procédés dont ses ministres usent envers moi en son nom, je crois faire un dernier et suprême acte de confiance et de loyauté.

Je crois, en effet, rendre encore service à l'Empereur en essayant de l'éclairer sur les tendances et sur les insinuations perfides d'une faction qui ne réunit que peu de sympathies, et dont les chefs abusent de l'ascendant qu'ils croient avoir ou de la confiance qu'ils ont su inspirer pour préparer au Mexique et à V. M. une ère de sanglantes représailles, de douloureuses péripéties, de ruine, d'anarchie et d'humiliations sans nombre.

J'ai l'honneur d'informer V. M. que, plus que jamais désireux de conserver son estime et l'amitié dont elle a bien voulu m'honorer, j'ai fait savoir à M. le président du Conseil qu'en présence des termes de la lettre précitée, je ne voulais plus, à l'avenir, avoir aucune relation directe avec l'Administration dont il est le président.

J'ajouterai, Sire, que les chefs d'armes de M. le général Marquez sont journellement en relations avec les commandants du génie et de l'artillerie de l'armée française pour se mettre au courant de l'état des fortifications, des défenses, des approvisionnements en matériel, en armes, en munitions de la place.

V. M. m'ayant témoigné le désir de savoir, à l'avance, à quelle époque je quitterai Mexico, j'ai l'honneur de l'informer que mon départ, avec les derniers contingents du corps expéditionnaire, aura lieu dans la première quinzaine du mois de février.

Jusqu'au dernier moment, Sire, je serai toujours prêt à me rendre aux appels que V. M. voudra bien m'exprimer, et toujours disposé à faire concorder mes efforts à vos désirs dans la limite de mes instructions.

J'ai l'honneur, etc.

MARÉCHAL BAZAINE.

Ce langage était celui de la franchise : avait-il chance d'être écouté ? Maximilien était volontairement le prisonnier des gens que visait le Maréchal, et de pareils avis venaient bien tard. La preuve ne s'en fit pas attendre : dans la soirée, on lui renvoyait sa lettre, accompagnée de celle-ci :

28 janvier, 7 heures du soir.

Monsieur le Maréchal,

S. M. l'Empereur m'ordonne à l'instant de retourner à V. E. la lettre ci-jointe, ne pouvant admettre que vous parliez de ses ministres dans les termes qui s'y trouvent employés.

A moins que V. E. ne juge opportun de donner une satisfaction sur ces termes, S. M. m'ordonne de faire savoir à V. E. que, dans ces conditions, Elle ne veut plus à l'avenir avoir aucune relation directe avec V. E.

J'ai l'honneur d'être, etc.

FISCHER.

Ainsi se terminaient, sur un incident pénible, les relations de l'Empereur et du Commandant en chef. Cette rupture violente aurait-elle pu être évitée ? En tous cas, c'eût été désirable. Mais il était dit que, dans cette triste aventure, tout ce qu'on pouvait craindre serait dépassé par la réalité, et qu'en prévoyant même le néfaste, on tomberait encore sur le pire.

Maximilien allait-il donc « monter à cheval et conquérir son empire », suivant l'expression du maréchal Randon ? Quelques lignes serviront de réponse. Deux

semaines auparavant, l'Empereur avait écrit au commandant en chef :

Mon cher Maréchal,

J'ai reçu votre lettre, par laquelle vous me demandez *le Dandolo*, pour transporter en Europe les Autrichiens qui doivent être rapatriés.

C'est avec peine que je suis obligé de vous répondre que, ce bâtiment étant exclusivement affecté à ma personne, il n'est pas possible de lui donner une autre destination, comme vous m'en témoignez le désir.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Ce souci de conserver à Vera-Cruz un bâtiment « exclusivement affecté à sa personne », n'est-il pas une preuve de plus que l'Empereur du Mexique n'avait point abandonné « ses aspirations vers l'Europe » ?

CHAPITRE XIII

Proclamation du Maréchal (3 février 1867). — Départ de l'armée française. — Le maréchal Bazaine et le général Castelnau quittent Mexico le 5 février, à 10 heures du matin. — Aspect de la ville. — Esprit des populations. — Le Commandant en chef à Puebla. — Nouvelles de Maximilien. — Le Maréchal s'arrête quelques jours pour l'attendre. — M. Dano annonce que l'Empereur est parti pour le Nord. — Le Maréchal à Orizaba. — Le 1^{er} mars il est à Vera-Cruz. — Il quitte le dernier le sol mexicain, le 12 mars, sur le *Souverain*.

La cessation de toutes relations entre l'Empereur Maximilien et le Commandant en chef du corps expéditionnaire ne permettait plus de différer le départ de nos troupes. Les ordres furent donnés en conséquence, et la proclamation suivante affichée sur les murs de la ville :

Mexicains,

Dans quelques jours les troupes françaises sortiront de Mexico.